



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

24 janvier 2008
Supplément à
CPS n°106

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (LÉNINE)

COMITE POUR

LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

POUR BRISER L'OFFENSIVE DE SARKOZY, UNE PREMIERE CONDITION : TIRER LE BILAN DES MOBILISATIONS DE L'AUTOMNE

Les développements de la crise du « subprime » qui a éclaté cet été aux Etats-Unis montrent à quel point la situation économique est menaçante. Crise immobilière, financière, bancaire... C'est l'ensemble du système, à l'échelle de la planète qui est menacé. Une seule solution pour la bourgeoisie: faire payer aux masses laborieuses, à la jeunesse, la crise du capitalisme.

CE N'EST QU'UNE ENTRÉE EN MATIÈRE

Cadeaux fiscaux à la bourgeoisie, remise en cause du droit de grève, chasse aux travailleurs et jeunes sans papiers, loi d'autonomie des universités, destruction des régimes spéciaux de retraites, diminution du pouvoir d'achat... Fillon l'a annoncé : ce n'est qu'un début ...

Sarkozy vient de faire sien l'essentiel du rapport Attali : « un plan global » pour « réformer vite et massivement », 316 mesures pour réduire le coût du travail. Cette avalanche de réformes doit être engagée « tambour battant », après les élections municipales, entre avril 2008 et juin 2009 : supprimer toute limite d'âge au départ en retraite ; imposer l'autonomie des établissements scolaires (du premier degré à l'université), la destruction du statut des fonctionnaires, du CDI, de la sécurité sociale, des hôpitaux publics...

La question : comment peuvent-ils espérer imposer toutes ces mesures ? Peuvent-ils croire que les travailleurs ne vont pas se battre ?

À L'AUTOMNE, ÉTUDIANTS ET TRAVAILLEURS ONT ENGAGÉ LE COMBAT.

Nul ne pourra accuser la jeunesse et les travailleurs d'avoir laissé passer sans combat les attaques conduites durant l'automne par le gouvernement Sarkozy. La mobilisation historique à la SNCF l'atteste : le 18 octobre, à la SNCF, à la RATP les travailleurs ont répondu à l'appel à la grève de leurs organisations syndicales. Ils y répondirent de nouveau massivement en novembre. À l'Université, la ténacité à combattre pour l'abrogation de la loi Pécresse fut indéniable.

Ces mobilisations mettaient en cause Sarkozy et son gouvernement.

Mais il faut dire que le combat des étudiants et les travailleurs fut saboté par les dirigeants des syndicats. Une « véritable trahison », dirent nombre de cheminots ou d'étudiants. Ceci prit trois formes :

- le refus de reprendre à son compte les vraies revendications ;
- les négociations des projets gouvernementaux ;
- l'éparpillement par catégories, le refus du véritable combat contre Sarkozy et son gouvernement.

Ainsi, à l'Université, l'UNEF refusa toujours d'exiger le retrait de la loi Pécresse et en négocia les moindres détails. Quand la grève éclata pour l'abrogation de la loi, ce fut malgré elle ; elle rejeta jusqu'au bout le mot d'ordre d'abrogation avant d'appeler à mettre fin à une grève qu'elle n'avait pas lancée.

À la Ratp et à la SNCF, la CGT – principal syndicat - ne demanda jamais le retrait du projet gouvernemental et accepta (comme la Cfdt) de discuter de la liquidation des régimes spéciaux, d'abord au niveau national puis par entreprise.

Quant au PS comme au PCF, ils ne se prononcèrent pas plus pour la défense inconditionnelle des régimes spéciaux !

ASSEZ DE DISCUSSION ET NÉGOCIATION ! ROMPEZ LA CONCERTATION !

Et ça continue ! C'est après cinq mois de négociation que le Medef vient d'obtenir un accord portant un coup sévère aux Contrats de travail : allongement de la période d'essai ; rupture conventionnelle négociée ; mise en place de contrats de missions,... (les prétendues contreparties sont une mauvaise plaisanterie). Et la CGT, seule, peut bien ne pas signer : elle a permis que les négociations aillent à leur terme et empêché ainsi toute mobilisation des salariés ; et la presse patronale est claire : si le Medef n'a eu satisfaction que pour une partie de ses demandes, cet accord n'est qu'une première étape vers la liquidation du CDI, et un point d'appui donné au gouvernement pour qu'il poursuive sa politique.

Fillon l'a dit : 2008 sera l'année du dialogue social, de la « *démocratie sociale* »... Nous disons à l'inverse : tout doit être fait pour mettre fin à cette politique de collaboration.

DÉFENDRE LES VRAIES REVENDICATIONS.

La première exigence, c'est que les directions syndicales, et aussi le PS et PCF, défendent les revendications. Cela est contradictoire avec la « concertation » sur les projets gouvernementaux.

Assez de « dialogue social » ! Rupture immédiate de toutes les « concertation » en cours !

Ce n'est que sur cette base que peut être réalisé le combat efficace contre Sarkozy.

Mais on ne s'en sortira pas catégorie par catégorie, les enseignants d'un côté, les étudiants de l'autre, les travailleurs du privé encore d'un autre. La politique de Sarkozy forme un tout. Le patronat, la bourgeoisie sont unis contre les travailleurs. C'est le combat de toute la population laborieuse qui s'impose. C'est ce que la grève des cheminots, celle des étudiants mettait à l'ordre du jour !

À l'automne, on se souvient comment les dirigeants de la CGT (avec la CFDT) ne voulaient pas que les fonctionnaires soient en grève en même temps que les cheminots, comment les dirigeants de la FSU choisirent d'appeler un autre jour...

Pour briser l'offensive d'un gouvernement tel que celui de Sarkozy, c'est le combat de toute la classe ouvrière qui doit être préparé.

Encore faut-il commencer par rompre le dialogue social. Que les organisations ouvrières et de la jeunesse cessent de défendre de soi-disant « réformes », lesquelles sont toutes des mesures de défense du capitalisme en crise. Qu'elles défendent les véritables revendications des travailleurs, de la jeunesse ! C'est ce qu'il faut leur imposer !

Front Unique contre Sarkozy, pour lui infliger une véritable défaite politique !

Quelques revendications immédiates et essentielles :

Défense du CDI ! Abrogation des textes de « réécriture » du code du travail ! Contre les compétences, défense des qualifications !

Au ministère des finances : À bas la fusion Impôts-Trésor ! Aucune suppression de postes ! Défense des statuts !

Dans l'éducation nationale : Aucune réforme « du métier », défense inconditionnelle des statuts ! Rétablissement de tous les postes supprimés ! Non à la réforme des lycées ! Non à l'autonomie des établissements !

Abrogation de la LRU ! Retrait de la « réforme » des licences !

Dans la Fonction publique : défense inconditionnelle du statut ! Rétablissement de tous les postes supprimés ! Rattrapage du pouvoir d'achat perdu par augmentation du point d'indice et dans le respect des qualifications

Défense inconditionnelle des retraites et pensions ! Abrogation de la loi modifiant les régimes spéciaux ; de la loi Fillon de 2003 ; des décrets Balladur de 1993 !

Dans le privé : **Aucun licenciement. Aucune fermeture d'usines !**

Pour une garantie du pouvoir d'achat par une véritable échelle mobile des salaires, des retraites...fondée sur un indice prenant en compte le coût réel des dépenses des masses (un indice sous contrôle des travailleurs et de leurs organisations)